

PROVINCES DE NAMUR ET DE LUXEMBOURG

# Guichets supprimés : « Une mesure déplorable »

Les réactions des élus politiques, notamment des Verts, ont été nombreuses suite à l'annonce de la SNCB

**L'**annonce de la SNCB ce lundi de supprimer progressivement 44 guichets sur 135 d'ici la fin de l'année a fait beaucoup réagir. Sept guichets sont concernés en provinces de Namur et de Luxembourg. Les élus namurois et luxembourgeois ont été nombreux à s'opposer à cette décision.

D'ici la fin 2021, la SNCB va fermer progressivement 44 de ses 135 guichets. Les guichets ciblés sont ceux qui représentaient moins de 6% des transactions en 2019. L'opérateur ferroviaire belge pointe en effet du doigt la fréquentation de certains guichets, devenue extrêmement faible. Le taux d'inactivité des guichetiers y oscille parfois entre 60% et 92%. Cette future suppression intervient aussi dans le cadre d'un plan de digitalisation progressive de l'entreprise ferroviaire. Car les habitudes des consommateurs ont changé. 75% des transactions se font désormais via l'application mobile, le site internet ou les automates de vente. En parallèle à ces fermetures, 37 guichets verront aussi leurs horaires réduits, dont ceux de Marloie, Andenne, Ciney et Dinant.

## DANS SEPT GARES

Sept gares au total sont concernées par une suppression leurs guichets en province de Namur et de Luxembourg. Il s'agit des gares de Jambes, Mariembourg, Rochefort-Jemelles, Bertrix, Gouvy, Marbehan et Virton. On s'en doute, cette annonce a été la douche froide pour de nombreux bourgmestres. Ainsi, Mathieu Rossignol, le bourgmestre de Bertrix, se disait particulièrement remonté quand il a appris la nouvelle. « Lors de la présentation du plan de transport aux communes en octobre der-

nier, la SNCB m'a assuré que le guichet de Bertrix serait maintenu et maintenant, ils viennent dire le contraire... Cette soi-disant vérité de départ, bien travestie et tue, nous fait réfléchir au non-respect des habitants et de la parole donnée aux gestionnaires des communes soucieux de conserver le bien-être de leurs citoyens... ».

## LA RURALITÉ OUBLIÉE

Les bourgmestres des deux provinces n'ont pas été les seuls à marquer leur désapprobation par rapport à cette décision. Du côté des politiques, l'annonce a particulièrement fait réagir Ecolo, où on qualifie cette suppression de « déplorable et incompréhensible ». La pitule passe d'autant plus mal que le ministre fédéral de la Mobilité Georges Gilkinet fait partie des Verts et qu'il s'attelle depuis son entrée en fonction à recréer une dynamique autour du rail, comme le rappellent les écologistes. Rappelons toutefois que la décision de supprimer les guichets dans les gares émane du Conseil d'administration de la SNCB, au sein duquel Ecolo n'est pas représenté. Le ministre de la Mobilité Georges Gilkinet n'a d'ailleurs pas tardé à réagir et à exprimer sa désapprobation quant à la suppression de ces 44 guichets. Il a demandé à la SNCB de revoir sa copie.

Il n'est pas le seul. « Cette décision est en effet problématique car le nouveau gouvernement en place a montré sa volonté de réinvestir dans le rail et ces suppressions viennent montrer le contraire », souligne le député Ecolo namurois Stéphane Hazée. « Heureusement, le ministre a réagi et il entend bien faire respecter une politique d'accueil des usagers et maintenir les gares ouvertes. Maintenir cet accueil participe du confort des usagers. Il y a aussi l'enjeu de la fracture numérique derrière tout cela.

Il faut rester cohérent ».

Du côté d'Ecolo Luxembourg, les députés Jean-Philippe Florent et Cécile Thibaut appellent à trouver des solutions pour garder les gares ouvertes et continuer à offrir un service aux usagers. « Dans la décision qu'elle a prise, la SNCB n'a pas tenu compte du nombre de voyageurs par gare ni des spécificités rurales de la province de Luxembourg. Il est évident que le taux d'inactivité des guichets ne sera pas le même, qu'on soit à Bruxelles ou à Marbehan. Et même si la digitalisation est en route, les navetteurs doivent pouvoir bénéficier des mêmes services partout », dit la députée fédérale.

## DE NOMBREUSES QUESTIONS

Cécile Thibaut interrogera prochainement le ministre de la Mobilité en commission, pour espérer obtenir des réponses aux nombreuses interrogations que suscitent ces fermetures. Notamment en ce qui concerne l'avenir des gares concernées. « Le Ministre a expliqué qu'il souhaitait un moratoire sur les gares qui n'aurait pas fait l'objet d'une convention d'occupation avec un service public ou une commune. Mais qu'en est-il des gares où des projets sont déjà en cours? ». Se pose aussi la question d'une possible alternative à ces guichets. « En Allemagne, il existe des automates qui disposent d'une assistance vidéo de type Skype, ce qui permet aux navetteurs d'avoir un contact direct avec le guichetier. Mais il n'y a rien de ce type dans le contrat de gestion de la SNCB... », regrette Cécile Thibaut.

Dans le futur, les écologistes souhaitent inscrire l'obligation de service à tous les usagers dans le contrat de gestion de la SNCB pour éviter de nouvelles fermetures. ●

MÉLODIE MOUZON



Sept guichets vont passer à la trappe en provinces de Namur et de Luxembourg. © Belga

## Réactions du cdH et du PS luxembourgeois

### « La SNCB se base sur des chiffres biaisés »



René Collin. © Belga

L'annonce de la suppression des guichets n'a pas fait bondir que les élus Ecolo. En province de Luxembourg, le cdH et le PS sont montés au créneau. Ainsi, René Collin et le cdH du Luxembourg es-

time que les chiffres sur lesquels se base la SNCB sont biaisés. « Depuis plusieurs années, la SNCB ferme des guichets ou réduit drastiquement les heures d'ouverture, obligeant les voyageurs qui en ont la possibilité et/ou la capacité à se tourner vers les automates et autres supports digitaux. Tout est mis en œuvre pour diriger les voyageurs vers les automates ou leur smartphone! »

Le cdH déplore également que la SNCB « sacrifie une nouvelle fois le service aux personnes

au diktat de la rentabilité ». Le cdH salue la volonté du ministre Gilkinet de vouloir faire des gares des lieux de la vie locale, mais déplore que les communes et les associations devront « pallier la désertion en rose campagne de la SNCB ».

Mélissa Hanus, présidente du PS Luxembourg, a elle aussi réagi et fait savoir que cette annonce « résonne comme un cataclysme pour la ruralité et les espoirs que nous portons pour la qualité d'un service public à la collectivité. » ●

NAMUR

# La vaccination a débuté au Beau Vallon

Ce mercredi, la campagne de vaccination a commencé au Beau Vallon, à Saint Servais (Namur). Cet hôpital psychiatrique propose des soins spécialisés pour les personnes souffrant de troubles mentaux. « 210 membres du personnel soignant de première ligne (infirmiers, aides-soignants, médecins, ergothérapeutes...), travaillant au sein de l'hôpital psychiatrique, ont reçu leur première dose ce 3 février mais les injections continueront ce jeudi. Ces personnes recevront la deuxième dose respectivement les 24 et 25 février prochains. Le Beau Vallon recevra 150 nouvelles doses la semaine prochaine et pourra poursuivre la vaccination de son personnel soignant le 11 février (première dose) puis le 4 mars (deuxième dose). Ce sont donc 360 travailleurs et travailleuses de l'hôpital qui seront vaccinés d'ici un mois », explique François Rassart, le directeur général du Beau Vallon.

Sur l'ensemble du personnel de ce service, plus de 73% des travailleurs ont accepté de se faire vacciner contre la covid-19. Pour le corps médical, c'est une bonne nouvelle. « Je suis rassuré pour ma santé. J'espère que nous pourrions bientôt pouvoir reprendre les patients dans nos bras », confie une infirmière du site. Une éducatrice ajoute : « Je suis ravie. J'espère pour nous comme pour les patients un retour à une vie quotidienne plus saine grâce à plus de sorties et plus de contacts. »

Le directeur général souligne que dans le service des hospitalisations (où les patients sont admis en urgence suite à une crise aiguë par exemple), seuls les patients en psychogériatrie, donc les personnes plus âgées qui représentent un risque, se feront vacciner prochainement. « Mais nous n'avons pas encore de date. Quant aux autres patients se trouvant dans l'hôpital, ils seront vacci-



Le personnel soignant rassuré d'enfin se faire vacciner. © B.V.

nés plus tard. C'est également le cas pour les résidents faisant partie de la maison de soins psychiatriques (les personnes souffrant de problèmes psychiatriques stabilisés mais qui ne peuvent être autonomes) et ceux vivant dans les habitations protégées (les personnes dont la maladie est stabilisée qui peuvent vivre seules tout en étant encadrées par un infirmier et un psychologue). »

## À NOUVEAU DES CONTACTS SOCIAUX

Notons qu'au Beau Vallon, le service hospitalisation compte 346 lits, la maison de soins psychiatriques 90 lits et le service d'habitations protégées 82 places.

Le directeur rappelle que la plupart des personnes au sein du Beau Vallon savent donner leur consentement. « Les gens dans notre institution sont en souffrance psychologique mais elles sont encore capables de décider pour leur avenir. Le

public pense souvent que ce n'est pas le cas. Mais c'est faux. Et quand une personne ne peut donner son avis, alors c'est la personne chargée de sa tutelle qui s'en occupe », détaille-t-il.

Pour le directeur du Beau Vallon, ce premier jour de vaccination était important. « C'est un soulagement car notre personnel pourra être protégé et cela permettra à nouveaux les contacts sociaux avec le patient, très importants en psychiatrie. Car là, nos activités de groupes étaient suspendues. »

Notons qu'il y a un cas positif Covid actuellement au sein des patients. « Pour éviter la propagation du virus, nous appliquons des règles strictes. Cette personne est isolée et soignée par du personnel dédié uniquement aux patients ayant contracté le virus. » Il n'y a aucun nouveau cas parmi le personnel. ●

SHANTI DUPARQUE